

ANALYSE

Arafat-Jean Paul II : une certaine idée de la Palestine

LE MONDE | 17.11.04 | 15h21

Il y avait plus d'un lien entre Yasser Arafat et Jean Paul II, et les réactions de sympathie, après la mort du raïs, venues du Vatican et de la plupart des Eglises avaient le mérite de la sincérité. Le président de l'Autorité palestinienne a toujours affiché une estime réelle pour le pape, de neuf ans son aîné, fils d'une nation qui fut aussi occupée, infatigable lutteur, défenseur de la souveraineté de la Pologne. Il y avait un fossé entre le "*prince de la terreur*" et le "*prince de la paix*", comme dit un jour le rabbin Abraham Weiss, mais les deux hommes se sont rencontrés, en vingt ans, à une douzaine de reprises. Ce qui est une sorte de record.

La première visite au Vatican, le 15 septembre 1982, de celui qui n'était encore que le chef de l'OLP avait débouché sur une violente polémique entre Israël et l'Eglise catholique. A l'époque, le pape n'avait pas encore parcouru le chemin qui - de la visite à la synagogue de Rome (1986) à celle de Jérusalem (2000) - allait faire de lui un ami respecté du peuple juif. Et la charte de l'OLP promettait encore d'"*anéantir*" Israël, d'"*éliminer toute présence sioniste et impérialiste*" en Palestine.

La communauté juive est ulcérée par cette rencontre entre l'homme en vareuse kaki et keffieh et Jean Paul II en soutane blanche. Menahem Begin, alors premier ministre d'Israël, a un mot terrible pour le pape accusé de serrer « *une main souillée du sang d'enfants juifs innocents* ». Les protestations pleuvent dans les nonciatures. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, dénonce cette audience à "*un tueur de juifs et de chrétiens*". Le Vatican répond que le fait de parler avec quelqu'un ne signifie pas qu'on veuille absoudre ni bénir toutes ses actions.

Six ans plus tard, Jean Paul II crée à nouveau la stupeur. Pour la première fois depuis les croisades, c'est un prêtre palestinien, Michel Sabbah, qu'il nomme comme patriarche latin de Jérusalem. Ses prédécesseurs étaient tous d'obscurs diplomates italiens, incapables de peser sur le conflit en cours. Aujourd'hui, Mgr Sabbah reste la personnalité chrétienne la plus énergique du Proche-Orient et il était au premier rang des cérémonies d'hommage à Yasser Arafat. Quand on lui reproche sa partialité proarabe, ses amis répondent que le patriarche défend ses compatriotes comme les "*évêques rouges*" (il y en a eu dans l'histoire de l'Eglise !) défendaient les ouvriers. Et comme Karol Wojtyła défendait le peuple polonais contre les forces communistes qui l'opprimaient.

Même si Mgr Sabbah irrite des cercles du Vatican, la diplomatie romaine est depuis longtemps proarabe. Pendant tout le concile Vatican II (1962-1965), pas un mot n'est dit du conflit israélo-palestinien. Les patriarches des Eglises d'Orient montent à la tribune pour dire qu'ils n'oseront plus rentrer en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Egypte, si le concile parle des juifs et d'Israël. La déclaration *Nostra aetate* de 1965 ouvrira bien le dialogue avec le judaïsme, mais restera muette sur Israël et sur la Shoah.

Cet aveuglement va durer trente ans. Trente ans avant que le Saint-Siège, l'un des derniers Etats au monde, ne reconnaisse l'Etat d'Israël et accepte d'ouvrir, en 1994, des relations diplomatiques avec un pays à propos duquel le pape Pie X, en 1904, disait à Theodor Herzl, fondateur du mouvement sioniste, en visite à Rome : "*Si vous allez en Palestine avec votre peuple, nous voulons, au préalable, être prêts là bas avec des prêtres et des églises. Prêts à vous baptiser tous.*"

FRILOSITÉ ET AUDACE

André Chouraqui, célèbre traducteur israélien de la Bible, reçu un jour par Jean Paul II, lui demande à quelle date il reconnaîtrait enfin Israël et viendrait à Jérusalem. Malicieusement, le pape l'adresse à la secrétairerie d'Etat, là où se trame toute la diplomatie vaticane. Enhardi, Chouraqui se rend au troisième étage de la Curie, mais s'entend répondre : "*Aller là-bas ? Reconnaître Israël ? Mais, mon bon ami, dès le lendemain de la nouvelle, Saint-Pierre de Rome sauterait sous les bombes des terroristes.*" Frilosité des

COMMISSION D'ISRAËL : <http://www.israelvivra.com/>

diplomates. Audace du pape qui est allé au bout de la reconnaissance, a fait le voyage de Jérusalem en 2000, rencontré tous les leaders israéliens, mais aussi Yasser Arafat à Bethléem, visité le camp de réfugiés palestiniens de Deïché. Et Saint-Pierre n'a pas sauté !

Dès sa première rencontre de 1982 avec le chef palestinien, le pape avait posé les conditions d'un règlement. La paix ne passera pas par des voies extrémistes et terroristes, mais par la reconnaissance de deux Etats indépendants et souverains, pleinement réconciliés. Dans combien d'allocutions publiques, de rendez-vous avec les acteurs du conflit, il aura répété que le droit des Palestiniens à une patrie n'a d'égal que celui des Israéliens à la sécurité et à la tranquillité avec ses voisins arabes.

Il proteste contre les "bouclages" répétés de Jérusalem. Il condamne les attentats-suicides autant que les représailles militaires, renvoie dos à dos les extrémismes. Il signe des accords diplomatiques avec l'Autorité palestinienne, comme il l'avait fait avec Israël. Il se révolte contre l'occupation militaire de Bethléem en 2002, contre les mesures d'intimidation visant des prêtres et religieux en Israël, contre le mur de sécurité en construction en Cisjordanie. *"La région n'a pas besoin de murs, mais de ponts"*, déclare-t-il juste à la veille d'une visite à Rome d'Ariel Sharon.

Utopie, répondent les sceptiques, car la paix n'avance pas d'un pouce. Mais les appels répétés à la conscience du monde, les efforts diplomatiques, les rencontres interreligieuses d'Assise à l'initiative des Eglises n'ont pour but que de sauver ce qui peut l'être, à savoir des enjeux de civilisation. Au Proche-Orient, berceau des trois monothéismes, les religions sont devenues folles. La Terre sainte ne compte plus que 300 000 chrétiens, dans les territoires palestiniens, à Jérusalem, au nord d'Israël, en Jordanie. Soit 2 % de la population en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem. Dans la ville sainte où est mort le Christ, leur nombre a été divisé par trois depuis 1948 et ils sont moins de dix mille.

Ces minorités chrétiennes sont écartelées entre des Israéliens qui les renvoient à leur arabité et des Palestiniens musulmans à qui ils doivent sans cesse prouver leur loyauté proarabe. Elles ont choisi de rester, mais savent que l'ancien modèle de convivialité, avec les juifs et les musulmans, a éclaté sous le poids des intégrismes. Sans stabilité politique ni décollage économique, elles continueront d'émigrer. Les pèlerins étrangers ne viendront plus à Jérusalem, Bethléem ou Nazareth que pour vénérer des reliques et de vieilles pierres.

Visionnaire à sa façon, Arafat craignait aussi un tel avenir sans chrétiens en Palestine. Il le disait quand, avec patience, il recevait les délégations d'Eglises, catholique, luthérienne, anglicane, orthodoxe, venues le visiter avant sa réclusion de Ramallah. Il s'entourait de personnalités chrétiennes, leur confiait des responsabilités politiques, se mobilisait contre le projet de construction d'une mosquée près de l'église de l'Annonciation à Nazareth, aimait se montrer la nuit de Noël avec le patriarche, Mgr Sabbah, dans l'église de la Nativité à Bethléem.

Après la mort du raïs, les chrétiens ne sont pas moins inquiets que tous les Palestiniens. Face au terrorisme, le nationalisme, qui a soudé dans l'histoire les communautés musulmane et chrétienne, peut-il encore être fédérateur ? Et qui, de la laïcité ou de l'intégrisme, l'emportera dans le futur de la société palestinienne ? La crainte dévore les chrétiens que le futur Etat ne soit tenté de se donner, à l'image d'Israël, une légitimité religieuse exclusive, celle de l'immense majorité musulmane.

Henri Tincq

<http://www.mafhoum.com/press7/215A991.htm>